Burundi : le Parquet dément l'existence de fosses communes

@rib News, 10/03/2016 â€“ Source AFP Le Procureur gÃ©nÃ©ral burundais a dÃ©menti jeudi, aprÃ¨s trois mois d'enquÃªte, l'existence de fosses communes liÃ©es aux affrontements du 11 dÃ©cembre au Burundi, contrairement aux allÃ©gations d'organisations de dÃ©fense des droits de l'Homme. "AprÃ¨s enquÃªte, aucune fosse commune n'a Ã©tÃ© dÃ©couverte dans les endroits citÃ©s dans les rapports de certaines ONG", a dÃ©clarÃ© Valentin Bagorikunda (photo), se basant sur les "conclusions" d'une commission d'enquÃªte qu'il avait Ã©tablie le 17 dÃ©cembre.

Celle-ci avait Ã©tÃ© crÃ©Ã©e pour examiner les "allÃ©gations" portÃ©es par l'ONU et Amnesty International sur des exÃ©cu extrajudiciaires et l'existence de fosses communes. En s'appuyant sur des photos satellites, l'organisation de dÃ©fense des droits de l'Homme avait dÃ©nombrÃ© fin janvier au moins six fosses communes autour de la capitale Bujumbura. Selon Amnesty, ces fosses communes contiendraient les corps des personnes tuÃ©es dans la rÃ©pression qui avait frappÃ© les quartiers contestataires de Bujumbura au lendemain d'une attaque menÃ©e par des rebelles contre trois camps militaires le 11 dÃ©cembre. Le procureur gÃ©nÃ©ral burundais a en revanche affirmÃ© qu'une fosse commune dans laquelle "les insurgÃ©s enterraient ceux qu'ils tuaient au cours de l'insurrection" avait Ã©tÃ© dÃ©couverte le 29 fÃ©vrier Ã Mutakura, u quartier contestataire du nord-ouest de Bujumbura. L'existence de cette fosse commune "n'avait pas Ã©tÃ© signalÃ©e dans les rapports de la ligue Iteka (une organisation locale de dÃ©fense des droits de l'Homme, ndlr) ou d'Amnesty International", a-t-il dÃ©plorÃ©. Le maire de la capitale, Freddy Mbonimpa, avait annoncÃ© Ã l'AFP le jour-mÃªme la dÃ©couverte de cette fosse commune, en affirmant que trois corps avaient Ã©tÃ© retrouvÃ©s et qu'elle pourrait en contenir une trentaine selon "un des tueurs arrÃªtÃ©s". M. Bagorikunda a Ã©galement contestÃ© que des exÃ©cutions extraordinaires aient eu lieu aprÃ¨s les attaques du 11 dÃ©cembre qui, selon son dÃ©compte, ont dÃ©bouchÃ© sur la mort de "79 combattants (rebelles, ndlr), 4 militaires et 4 policiers". "Les combattants tuÃ©s dans les quartiers de Bujumbura Ã©taient armÃ©s et portaient des uniformes militaires ou policiers", a-t-il assurÃ©, suggÃ©rant ainsi qu'aucun civil n'avait Ã©tÃ© tuÃ©. photos d'une vingtaine de personnes, tuÃ©es par les forces de l'ordre selon des habitants, essentiellement dans le quartier de Nyakabiga (centre-est de Bujumbura), et toutes en tenue civile, avaient pourtant circulÃ© sur les rÃ©seaux sociaux les 11 et le 12 dÃ©cembre. Le Burundi est plongÃ© depuis 10 mois dans une crise politique profonde, nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les violences, dÃ©sormais armÃ©es, ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 240.000 personnes Ã quitter le pa